

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

21^{ème} année - N° 3862 - Mercredi 14 Avril 2021 - Prix : 200 Fc

VACCINATION : A Mohéli, la population répond à l'appel



CONTRÔLE DE LA COVID-19 :
**Djae met les compagnies aériennes
sous pression**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 11 au 15 Avril 2021**

Lever du soleil:
06h 12mn
Coucher du soleil:
18h 05mn

Fadjr : 04h 59mn
Dhouhr : 12h 12mn
Ansr : 15h 20mn
Maghrib: 18h 08mn
Incha: 19h 22mn



VENTES DES PRODUITS PÉTROLIERS

Interdiction aux stations services de toute vente par jerricans

Jusqu'à ce que la société comorienne des hydrocarbures (SGH) décide autrement, les stations de services n'ont plus le droit dès aujourd'hui 14 avril de vendre de l'essence et du gasoil dans les jerricans. Pour le pétrole, les pompistes n'ont pas le droit de vendre plus de dix litres à une seule personne le même jour. Selon Oumara Mgomri, ceci n'a rien à avoir avec une pénurie des produits, mais il s'agit plutôt d'une stratégie pour lutter contre la spéculation en cette période de ramadan avec tous les risques sécuritaire qu'engendre cette pratique.

La société comorienne des hydrocarbures interdit à partir de ce mardi la vente des carburants tels que l'essence et le gasoil dans des jerricans dans les

stations services. Cette interdiction tire son origine dans la vente des produits pétroliers ces derniers temps dans le pays. Lors d'une rencontre tenue ce mardi entre les hauts dirigeants de la société et les propriétaires des stations services, le directeur de la SCH, Oumara Mgomri tient à rassurer la population qu'il n'y a pas de pénurie.

« A voir les stations services débordées par des jerricans, on pense à une pénurie des produits pétroliers et pourtant ce n'est pas le cas. Pour éviter cette situation, les stations services n'ont pas le droit de vendre de l'essence et du gasoil dans des jerricans, pas le droit de vendre plus de dix litres de pétrole à une seule personne le même jour. Par contre les travailleurs en mer, ont droit jusqu'à 40 litres », déclare-t-il. Il annonce en retour que des agents de la société seront déployés



dans toutes les stations pour veiller au respect strict de ces mesures.

Devant la presse, le patron de la

SCH a précisé que l'objectif est d'empêcher que des clients emmagasinent des jerricans de pétrole

pour le vendre à un prix démesuré. « La société vend le litre à ses clients pour 267 FC dans l'intention de faciliter la vie de la population. Donc il est inconcevable que des citoyens achètent du pétrole au prix normal dans les stations pour les revendre après à un prix inimaginable. Seule la SCH et les stations services ont le privilège de vendre les produits pétroliers », précise-t-il. Comme pour tous les syndicats de pêcheurs ou toute personne voulant vendre du pétrole, Oumara Mgomri a rappelé que la SCH peut accorder des agréments permettant la livraison et la vente de pétrole à un citoyen lambda voulant faire le marché ou à des associations coopératives comme les travailleurs en mer pour faciliter leurs activités.

Kamal Gamal

Facebook supprime des dizaines de comptes aux Comores

Aux Comores, Facebook a supprimé 33 comptes de sa plateforme, 5 comptes Instagram et 12 pages. Ce réseau critiquait essentiellement l'opposition locale selon le rapport de l'entreprise de Mark Zuckerberg, cité par l'agence Ecofin, spécialisée dans l'information économique africaine.

Un coup de balai ! Décidé à lutter contre les tentatives d'influence, Facebook révèle depuis quelques mois des comportements inauthentiques coordonnés sur sa plateforme. Révélateurs de tentatives d'interférences extérieures aux pays, les rapports du réseau social révèlent également des tentatives d'influences intérieures. Dans son rapport sur les comportements inauthentiques

coordonnés de mars, Facebook a annoncé avoir supprimé des réseaux de fausses pages en Égypte, au Bénin et aux Comores. Ce sont les seuls pays africains concernés par le rapport du réseau social, précise l'agence basée à Yaoundé. Aux Comores, le géant californien a supprimé 33 comptes de sa plateforme, 5 comptes Instagram et 12 pages. « Ce réseau critiquait essentiellement l'opposition locale », rapporte Ecofin.

Après des recherches que nous avons effectuées sur Facebook, des pages proches du régime en place comme Centre Médiatique Moderne des Comores, Loubna Yazid ou encore Comores Fax sont introuvables. Elles ont disparu de la circulation. Une nouvelle page de Comores Fax est créée il y a six jours, ce qui tend à

confirmer qu'effectivement l'ancienne page est supprimée.

Le compte Facebook d'un enseignant d'une école coranique, adepte d'un Islam radical, a été supprimé. La période dans laquelle est intervenue la suppression porte à croire qu'il fait partie du lot. Selon Ecofin, si le cas égyptien remet sur le tapis des tentatives d'interférences extérieures », les autres cas, dont celui des Comores, « montrent que les comportements inau-

thentiques coordonnés viennent de plus en plus de sources locales ». Les rapports des mois prochains donneront probablement plus d'indications sur ce sujet.

Cette nouvelle politique de nettoyage des réseaux sociaux, a été particulièrement active aux dernières élections présidentielles américaines, avec notamment la ferme-

ture des comptes facebook et tweeter de l'ancien président Donald Trump, pour propagande et informations mensongères.

Andjouza Abouheir

La Gazette des Comores

Directeur général

Said Omar Allaoui

Directeur de la publication

Elhad Said Omar

Rédacteur en chef

Mohamed Youssouf

Secrétaire de rédaction

Toufè Maecha

Rédaction

A. Mmagaza

M.I.M Abdou

A.O. Yazid

Andjouza Abouheir

Nassuf Ben Amad

Kamal Gamal Abdou

Nabil Jaffar

Riwad

Raanti Aboubakar (Stagiaire)

Chronique Sportive

B.M. Gondet

Mise en page

Abdouchakour Aladi Nourou

Responsable commercial

Mariama Mhoma

Documentation archiviste

Hadidja Abdou

Photographe / Site Web

Mohamed Said Hassane

Impression

Graphica Imprimerie

www.lagazettedescomores.com

Tel: 773 91 21/ 322 76 45



UNION DES COMORES
Unité Solidarité-Développement

**MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME,
CHARGE DES AFFAIRES FONCIÈRES ET DES TRANSPORTS TERRESTRES**

DIRECTION GÉNÉRALE DES ROUTES ET TRANSPORT ROUTIER

**PROJET DE RESTRUCTURATION
DES ROUTES A ANJOUAN UNION DES COMORES**

- MUTSAMUDU-SIMA
- SIMA-BONGOUENI
- SIMA-BIMBINI

AVIS D'APPEL D'OFFRES

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° : 01/2021/GUC/MATUAFTT/DGRTR/FSO
Lancé par la Direction Générale des Routes et Transport Routier

FINANCEMENT : FONDS SAOUDIEN DE DEVELOPPEMENT (FSD) PHASE II

OBJET : Restructuration des routes à Anjouan Union des Comores : MutSAMUDU-Sima, Sima-Boungweni et Sima-Bimbini

- Tout candidat intéressé par le présent avis, pourra acheter le dossier d'Appel d'Offres, à la Direction Générale des Routes et Transport Routier, moyennant paiement d'un montant non remboursable de SEPT CENT CINQUANTE MILLE FRANCS COMORIENS (750 000 FCS) payable en espèces (contre reçu) ou par chèque certifié à l'ordre de la Direction Générale des Routes et Transport Routier (DGRTR).
- Le délai d'exécution sera proposé par le soumissionnaire mais devra s'inclure dans le délai fourni par le planning du dossier d'appel d'offres fixé à 18 mois.
- Les soumissions (un original et deux copies) devront être déposées ou parvenir par envoi recommandé avec accusé de réception, adressé à :

Monsieur le DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ROUTES ET TRANSPORT ROUTIER
au plus tard le 31 mai 2021 avant 12 heures (heure locale).

Fait à Moroni, le 10 Avril 2021
Le Directeur Général des Routes et Transport Routier,

SAID HOUSSEINI ABOUBACAR

RESTRUCTURATION DES ROUTES A ANJOUAN (Mutsamudu-Sima, Sima-Boungweni et Sima-Bimbini) - AVIS D'APPEL D'OFFRES

VACCINATION :

A Mohéli, la population répond à l'appel

Contrairement à ce que craignaient les autorités, à Mohéli les gens toutes tendances et catégories confondues se bousculent pour se faire vacciner.

Le lancement de la campagne de vaccination a eu lieu ce dimanche au CHRI de Fomboni en présence du chef de l'Etat et plusieurs autorités nationales et insulaires. Le gouverneur Mohamed Said Fazul est le premier à se faire vacciner suivi du Dr Hassanaly Abdoulanziz,

chef du comité insulaire de prévention et de riposte de la covid-19. Ensuite, l'ancien gouverneur Mohamed Ali Said, les autorités insulaires et militaires.

Le lendemain, lundi, les membres de l'opposition ont tenu à montrer à la population mohélienne l'exemple à suivre. L'ancien ministre Mohamed Elarif Oukacha, l'ancien président de l'Assemblée nationale Said Dhoifiri Bounou et toute son équipe du M17 (mouvement du 17 février) ont reçu la première dose

du vaccin Sinopharm. Ce lundi, alors que ce premier volet est réservé aux personnes âgées, les personnes vivant avec une maladie chronique et les agents de l'éducation, la population a pris d'assaut le bâtiment de la cellule d'écoute où on doit s'enregistrer et se doter d'une carte avant de passer au CMU pour la vaccination.

« Nous vous avons compris. Vous étiez tous ici à critiquer farouchement ce vaccin et maintenant pourquoi vous vous bouscu-

lez pour ça ? », s'interroge étonné Madi Paka venu se faire vacciner mais qui a préféré rebrousser chemin vu la foule en désordre qui ne cessait d'augmenter. Les agents de santé débordés par les bousculades ont préféré distribuer des numéros. Une solution rapidement abandonnée pour prendre les cartes nationales d'identité. Ce qui n'aura pas non plus arrangé les choses.

Il a fallu l'intervention du coordinateur insulaire contre la Covid-10, le Dr Abdoulanziz,

pour mettre un peu d'ordre. « Nous avons confiance en ce vaccin car les Chinois ont fait leurs preuves ici à Mohéli avec le traitement de masse contre le paludisme » nous confie un jeune qui attendait impatiemment son tour. Certaines personnes se précipitent à se faire vacciner avec le Sinopharm pour éviter l'AstraZeneca, dont la réputation a subi un dur coup.

Riwad

CONTRÔLE DE LA COVID-19 :

Djae met les compagnies aériennes sous pression

Le ministre des transports aérien et maritime, Djae Ahamada a réuni lundi 12 avril les directeurs des compagnies aériennes pour leur demander de renforcer les mesures sanitaires contre l'épidémie de coronavirus. Il leur a rappelé que chaque passager doit présenter un test négatif à la covid-19 avant de monter à bord.

Après l'arrêté conjoint du ministère de la santé et du secrétaire général du gouvernement interdisant les voyageurs sans un test négatif de coronavirus de prendre l'avion, ou le bateau, le ministre des transports n'a pas tardé à interpellé les compagnies aériennes. Lundi dernier, il a réuni les gérants des compagnies aériennes exerçant aux Comores, à savoir AB Aviation, Air Tanzanie, Ethiopian Airlines, Kenya Airways et Int'Air Iles pour leur recommander de bien veiller au respect des mesures sanitaires.



Le ministre Djae Ahamada Chanfi aux côtés des gérants des compagnies aériennes.

« Chaque passager doit avoir un test négatif à la Covid-19 avant de prendre l'avion. Dans le cas contraire, c'est la compagnie qui en paiera les conséquences », prévient Djae Ahamada Chanfi, le

ministre des transports aérien et maritime, avant d'ajouter que « cela évitera aussi au pays de replonger dans une troisième vague » après la deuxième de décembre 2020.

Le ministre a rappelé par la même occasion que la deuxième vague a été douloureuse pour le pays. « On a perdu beaucoup de grandes figures du pays. Ainsi, nous devons prendre toutes les

précautions nécessaires afin d'éviter une troisième vague et votre soutien est indispensable ». Et d'ajouter : « La situation sanitaire est stable mais ça ne signifie pas qu'on peut baisser les bras. C'est grâce à ces mesures préventives qu'on est arrivé à cette stabilité sanitaire. Les mosquées sont rouvertes mais les mesures barrière restent les mêmes. Il est donc nécessaire de renforcer ces mesures au niveau des compagnies ».

De son côté, le directeur de la compagnie AB Aviation a salué l'initiative du ministre. Il a pris acte de cette décision et a promis que son personnel veillera au respect de cette décision. Il a demandé également que les personnels des compagnies soient vaccinés pour éviter d'éventuelles contaminations.

Nassuf Ben Amad

RELATIONS ÉTATS-UNIS/COMORES ;

L'ambassadeur des États-Unis en visite à Moroni

Michael Pelletier, ambassadeur des États-Unis auprès de Madagascar et de l'Union des Comores a effectué une visite express à Moroni depuis mercredi 7 avril. Il a rencontré des personnalités politiques et la presse.

C'est lundi 12 avril dernier que l'ambassadeur des États-Unis à Madagascar et aux Comores Michael Pelletier s'est adressé à la presse pour parler de sa mission à Moroni depuis le mercredi 12 avril. D'entrée, il a souligné que les relations entre les Comores et les États-Unis « sont très importantes ». « Nous avons toute une équipe qui travaille sur les questions et les relations avec les Comores. Avant la pandémie, nous avons eu un plan très précieux pour que tout le monde puisse venir aux Comores

au moins une fois par mois pour mieux comprendre ce qui passe dans le pays et pour répondre aux besoins du partenariat. Malheureusement, la pandémie a décidé autrement », souligne-t-il tout en espérant que dans l'avenir ce plan pourrait être réactivé.

Il a rappelé que les États-Unis ont plusieurs programmes notamment le programme « For Bright », qui soutient les étudiants qui veulent étudier au pays de l'oncle Sam bien sûr avec une évaluation des besoins et moyens et des meilleures possibilités de trouver des programmes appropriés. « On centralise nos efforts sur le programme de maîtrise et sur la formation des professeurs par exemple ou bien les gens qui travaillent dans le secteur de l'éducation pour que dans le futur, ils puissent rentrer aux pays pour partager

leur savoir et leurs expériences », rassure-t-il.

Interrogé sur la question des droits de l'homme, ce dernier a tout simplement rappelé que son pays établit un rapport annuel de tous les pays. « On essaie toujours d'avoir un dialogue avec tous les pays sur la

question du respect des droits humains. Et on a aussi des programmes américains qui existent pour aider les pays sur cette protection des droits humains ».

Rappelons que ce même jour, le ministre de l'économie, Houmed Msaidi avait reçu l'ambassadeur

Michael Pelletier. Lors de cette rencontre, ils ont échangé sur l'Agoa, une loi américaine qui favorise les exportations africaines vers les États-Unis dont les Comores sont éligibles mais jamais bénéficiaires. Les deux autorités sont revenues également sur le dossier de l'accèsion des Comores à l'Organisation Mondiale du Commerce, le ministre ayant demandé à l'ambassadeur de faciliter ce processus notamment auprès de l'Union européenne. Entre autres sujets importants, les échanges ont en outre porté sur les opportunités d'investissements aux Comores et à ce sujet, le diplomate américain s'est dit engagé à « encourager les entreprises américaines pour des investissements notamment dans le secteur des hydrocarbures ».

Andjouza Abouheir



Ambassade Américaine.

HABARI ZA UDUNGA

L'absence de décharges, le talon d'Achille, dans la gestion des déchets

Investies dans le cadre de la décentralisation d'une mission d'organisation de la filière de gestion des déchets urbains depuis l'amont (pré-collecte) jusque l'aval (traitement, valorisation), les collectivités locales des pays en développement comme aux Comores, peinent souvent à instaurer une gestion durable et complète de ce service.

Pour expliquer leurs difficultés, le manque de moyens financiers ainsi que le manque de compétences techniques des collectivités sont les arguments le plus souvent avancés. Et si un des problèmes à la base, était surtout une absence de volonté politique affirmée ? Il est reconnu par les professionnels que le secteur des ordures ménagères a également besoin d'une volonté politique forte au niveau national.

En effet, seule la volonté politique d'un gouvernement national est en mesure de poser un cadre de référence notamment les objectifs et la stratégie nationale pour la gestion

des ordures ménagères qui permet ensuite de mobiliser les financements nécessaires pour la mise en place de filières de gestion des ordures ménagères.

Chez nous, des dizaines d'études ont été diligentées et des multiples rapports ont été rédigés. Et des initiatives ont été lancées mais ont toujours été stoppées en chemin faute de cette mauvaise volonté politique dont tout le monde parle tant. Il faut bien l'avouer ce n'est que dans l'urgence que les autorités font toujours semblant de découvrir l'ampleur du problème.

Il revient donc aux praticiens et experts du secteur de devenir également militants et vulgarisateurs à destination des politiques. Être capables de devenir des acteurs de plaidoyer pour convaincre les décideurs politiques que les financements qu'ils consentiront à mobiliser pour les ordures ménagères sont des investissements à forte rentabilité sociale, sanitaire, environnementale et économique.

L'office des gestions des déchets nouvellement, s'il ne prenait pas en

compte les éléments cités plus haut, pourrait se muer en un projet comme parmi tant d'autres avec sa cohorte d'employés et qui fonctionnera tant que des financements extérieurs seront disponibles.

Aujourd'hui plus qu'hier, la question des décharges est un problème qui doit être pris au sérieux par l'ensemble des acteurs concernés, dans la mesure où il a toujours constitué le talon d'Achille, dans la gestion pérenne des déchets.

Et cette fois, encore, les regards se tournent vers l'État pour lui demander de jouer un rôle plus actif qu'il ne l'a fait auparavant. Il est admis par tous, que si les choses restent en l'état, nous courons le risque un jour d'une catastrophe sanitaire.

Même si dans les îles de la lune, nous avons la fâcheuse tendance à tout remettre sur le compte de la fatalité même ce qui nous tombe sur la tête par notre propre faute.

Mmagaza

La Gazette des Comores
BP 2216 Moroni – UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 – 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse postale : _____ email : _____
Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :
3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :
Espèces
Chèque n° _____
Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,
Signature : _____

Tarifs d'abonnement
(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127



DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE

PROJET INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS ET DE LA COMPÉTITIVITÉ (P164584), CRÉDIT IDA 6423 KM

COORDINATION NATIONALE DU PROJET

Réf. n°2021/003/ MAPE/PIDC/AMI/CRDE

« SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTÉRÊTS POUR LE RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ETUDE POUR LA RÉALISATION D'UNE ÉTUDE TECHNIQUE, CONTRÔLE ET SURVEILLANCE POUR LA RÉHABILITATION DE 4CRDE, EN UNION DES COMORS

1. Le PIDC est une initiative du Gouvernement Comorien, avec l'appui financier de la Banque Mondiale, visant à réduire la pauvreté en soutenant la croissance économique de certaines régions à fort potentiel.

L'objet du projet est de promouvoir le développement des Micros, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) et des acteurs de la chaîne de valeurs concernés dans l'agriculture, le tourisme et les secteurs associés aux Comores.

Les composantes du Projet, qui correspondent à un investissement total évalué à US\$ 25 millions, sont les suivantes :

- * Renforcement de la compétitivité des chaînes de valeur cibles et du secteur privé
- * Appui direct aux entreprises
- * Gestion de projet, Suivi/Évaluation, et Renforcement des Capacités.

Dans le cadre de sa mission, le PIDC lance un Avis à Manifestations d'Intérêts, en vue de recruter **un Bureau d'Étude pour la réalisation d'une étude technique, contrôle et surveillance pour la réhabilitation des CRDE de Maweni, Cembenoi, Ouani et Simboussa**

2. Objectif de la mission

L'objectif global de la mission consiste à concevoir une carte d'occupation du sol et une proposition d'aménagement pour chaque espace de CRDE(i) ; Concevoir les études des différents travaux de réhabilitation, aménagement des bâtiments et infrastructures des CRDE, (ii) ; Superviser l'exécution des travaux de réhabilitation, et d'aménagement de ces infrastructures (ii).

Sous la supervision du Coordonnateur du PIDC et en collaboration étroite avec les Directeurs des Centres Régionaux de Développement Économique (CDRE), le bureau d'étude sera responsable des tâches suivantes :

- Elaboration des cartes d'occupation du sol et schémas d'aménagement
- Etude technique de réhabilitation des infrastructures des CRDE
- Elaboration des prescriptions techniques du Dossier d'Appel d'Offre
- Préparation d'une fiche de filtration environnementale et sociale avec la contribution active des spécialistes en sauvegardes du PIDC
- Supervision des travaux.

4. Profil du consultant

Le profil recherché est un bureau d'ingénieur agréé, ayant une expérience avérée dans la conception, le suivi et le contrôle des travaux de bâtiments et disposant d'un personnel qualifié et d'équipements adéquats.

De manière spécifique, le bureau d'ingénieurs conseils devra :

Avoir conduit, au cours des dix dernières années, au moins cinq (5) missions pertinentes d'évaluation de travaux en bâtiment dans le cadre de réhabilitation/aménagement/extension ;

Avoir un personnel technique adéquat ;
Disposer de moyens logistiques adéquats pour la mission.

Le bureau devra disposer du personnel clé :

- Un (1) ingénieur BTP, chef de mission ;
- Deux (02) techniciens BTP, suivi/contrôle.

5. Dossier administratif de l'Avis à Manifestations d'Intérêts

Le « dossier de candidature » doit être composé de pièces séparées suivantes :

- Une présentation du cabinet : le prestataire doit fournir sur une page, les informations ci-après :

- Présentation succincte du Cabinet indépendant (ou du chef de file en cas de groupement de Cabinets) ;

- Liste des références des missions similaires dans des projets de développement ou autres ;

- Les CV des membres de l'équipe proposée pour réaliser la mission,

- Une attestation du registre du commerce du cabinet,

- Une attestation de régularité de la situation fiscale la plus récente.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires concernant les TDR, en nous contactant à l'adresse email ci-dessous. Les manifestations d'intérêts doivent être déposées par email à l'adresse mentionnée ci-dessous au **plus tard le 27 avril 2021 à 17 h 00 (heure locale en Union des Comores).**

Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet PIDC « Manifestation d'intérêt Réf. n°2021/003/MAPE/PIDC/AMI/CRDE au secrétaire du PIDC. MAPE, Mdé EXCFADER Moroni. Email projetpidc@gmail.com

Lancé le 13 avril 2021

FOOTBALL FÉMININ : COUPE DES COMORES

Fc Inanga de Djongwe confirme sa suprématie à Ngazidja (3-0)

A Ngazidja le week-end, le trophée de l'édition 2021 de la Coupe des Comores a été remportée par l'intouchable et multiple leader de l'île, Fc Inanga de Djongwe au détriment d'Olympique de Moroni (3-0). La finale, époustouflante et hachurée par de réels chocs à la limite du tolérable, s'est déroulée à huis clos au stade de Moroni. Jusqu'aux temps additionnels, les Moroniennes espéraient renverser la situation. Mais elles avaient sous-évalué la capacité physique de l'adversaire.

Le dimanche 11 avril 2021 à Moroni, la Ligue de Ngazidja peut s'enorgueillir d'avoir terminé et dans de bonnes conditions la Coupe des Comores. Les sœurs rivales, Football Club Inanaga de Djongwe et Olympique de Moroni, qui suscitent la frayeur au championnat de l'île ont croisé le fer. Le match, véritable choc de styles, a commencé en trombe. Les alertes offensives se succédaient de part et d'autre. Sur le plan organisationnel, les ambassadrices de Djongwe avaient la maîtrise. Elles s'étaient illustrées par une circulation de balle cohérente. En revan-

che, Olympique de Moroni a misé sur les relances menaçantes. Mais, un tel système de jeu nécessite une endurance bien dosée. Apparemment, c'était sans compter la capacité physique des visiteuses. La 1ère période s'est soldée par un score nul et vierge (0-0).

Au retour des vestiaires, le tournant du match est apparu après le 1er quart d'heure. Une reprise de volée, effectuée en plein sprint de Coursane Nissoiti Ali, défile le camp de la portière de l'Olympique, Rasoafara Solarisso (21e, 1-0). Une longue enjambée opérée depuis la ligne par la même sprinter Coursane lui a permis de doubler le score (39e, 2-0). Et quatre minutes avant la fin des temps additionnels, Nadia Farid morcelle l'espoir des locales (41e, 3-0). Au coup de sifflet final, une scène de grande liesse populaire envahit le terrain. Fc Djongwe représentera Ngazidja en phase de finale à Ndzouani après le ramadan, si la crise sanitaire s'annonce moins menaçante.

Bm Gondet

**Ils ont dit ...**

Andhume Ali Madi, entraîneur de l'équipe victorieuse : « Je pense que le match s'est bien passé. Le fair-play a été respecté de part et d'autre. Je suis content de cette victoire. Elle nous comble de joie, et va motiver davantage les dirigeants, les joueuses, le staff et les sympathisants. Certes, on s'est imposé mais, je reconnais que l'Olympique de Moroni n'est pas une simple équipe.

Maintenant, on se prépare pour le championnat, car la 2e journée opposera les adversaires d'aujourd'hui. Merci à toutes les sociétaires d'Inanga ».

Rasoafara Solarisso, gardienne de but de l'Olympique de Moroni : « C'était bon. Même si des chocs ont de temps à autre émaillé le match, joueuses et accompagnatrices ont respecté le fair-play. La partie était équilibrée. Il n'y avait

pas une grande domination de l'une sur l'autre. La différence réside, sur la condition physique. Depuis l'instauration du confinement, les joueuses s'étaient dispersées. Nous manquons d'entraînement. L'ouverture des activités sportives va réveiller l'envie de revenir au terrain. On va préparer le championnat. Je conseille à mes coéquipières et à notre staff technique de ne pas baisser les bras ».



**Peace
Corps
COMOROS**

**PERSONAL
VACANCY ANNOUNCEMENT**

SERVICES CONTRACTOR (PSC)

OPEN TO: All Interested Candidates
POSITION: Peace Corps Safety and Security Officer (SSM)
OPENING DATE: April 5, 2021
CLOSING DATE: May 14, 2021
WORK HOURS: Monday - Thursday 7h30-17h30, Fridays 7h30-11h30, and as needed.
SALARY RANGE: USD \$14,000 - \$24,000 per annum— depending on experience, plus benefits.

The United States Peace Corps seeks a Safety & Security Manager (SSM) to serve as a contracted Peace Corps SSM based in Moroni, Comoros. The role of the SSM is to support security-related functions (i.e. site inspection and selection, Volunteer site visits, emergency planning, incident response, etc.) that are critical to post operations and Volunteer support. The SSM will work under the supervision of the Peace Corps Country Director in Moroni and the Peace Corps Office of Safety and Security in Washington DC.

The full position submission requirements including compulsory forms are available upon request by sending an email to PCcomoros@peacecorps.gov no later than **April 16th, 2021**. All applications should be submitted electronically and in English to PCcomoros@peacecorps.gov with "SSM-Comoros" in the subject line by **11:59pm Friday, May 14th, 2021**.

Incomplete and/or late applications will not be entertained, nor applications not submitted in English.

The United States Peace Corps is an Equal Opportunity Employer.



FEDERATION DE FOOTBALL DES COMORES
B.P 2504, Route d'Itsandra Moroni tel : 763 26 66 Fax 773 85 26 Email : ffc@fedcomfoot.com

الاتحاد القمري لكرة القدم

DESCRIPTION DU POSTE – DIRECTEUR TECHNIQUE NATIONAL

Exigences

Qualifications

- Vastes connaissances du football du pays
- Ancien joueur
- Expérience en tant qu'entraîneur et instructeur
- Détenteur du diplôme d'entraîneur du plus haut niveau dans le pays
- Expert dans l'éducation du football
- Crédible et reconnu au sein de la communauté du football du pays
- Capacité de planification, de mise en œuvre et de suivi de projets et de programmes
- Qualités de dirigerant

Compétences personnelles

- Bonnes compétences organisationnelles et analytiques
- Bonnes compétences managériales
- Capacité de réseautage
- Aptitude à planifier et à hiérarchiser les priorités
- Compétences linguistiques
- Capacité à écouter, conseiller et orienter grâce à son expérience du football

Compétences sociales

- Compétences interculturelles
- Fiabilité
- Aptitude à communiquer clairement

- Approche pro-active
- Capacité à faire des présentations
- **Compétences managériales**
- Capacité à prendre des initiatives
- Approche de travail bien structurée
- Capacité à gérer et superviser des projets
- Leadership

Responsabilités

- **Point de départ**
- Le directeur technique ne peut être également le sélectionneur national.

• Généralités

- Adopter une approche à moyen et long termes
- Définir et diriger le programme technique national et sa philosophie du football
- Recruter du personnel pour son département

• Parcours des joueurs/joueuses

- Promouvoir et élargir de manière générale les activités du football à tous les niveaux (de la base à l'élite, pour les garçons et les filles, les hommes et les femmes)
- Développer des programmes de football dans les écoles
- Développer les activités de football pour les enfants scolarisés en primaire (garçons et jeunes filles âgés entre 6 et 12 ans)

- Promouvoir et mettre en place des compétitions de jeunes (U-15 et U-17 en particulier) pour garçons et filles

• Formation des entraîneurs

- Présenter, définir et superviser les programmes d'octroi de licences pour entraîneurs (niveau national et confédérations) – licences C, B, A et pro le cas échéant
- Créer la licence D pour les entraîneurs de football de base
- Organiser et définir des cours de rappel de connaissances
- Organiser des séminaires adaptés aux besoins des entraîneurs licenciés
- Gérer une base de données de détenteurs de licences pour entraîneurs

• Football de haut niveau (hommes et femmes)

- S'impliquer au sujet des règles des compétitions de clubs (joueurs étrangers, jeunes joueurs, etc.)
- Organiser régulièrement des réunions et maintenir les contacts avec les entraîneurs de clubs
- Programmes de détection de talents et de systèmes d'identification
- Académies de football et centres de formation : développer des directives et des règlements et organiser la supervision adéquate
- Coordonner et superviser les programmes

et activités des sélections de jeunes et féminines

• Relation avec l'entraîneur de l'équipe nationale senior

- Avoir des relations étroites avec l'entraîneur de l'équipe nationale senior sur, entre autres le concept de la détection des talents et l'intégration des jeunes joueurs dans l'équipe nationale senior.

• Recherche et documentation

- Produire le matériel pédagogique destiné aux activités de formation pour entraîneurs
- Organiser des séminaires après des compétitions nationales et internationales
- Mettre en place un centre de documentation et des services audiovisuels
- Organiser des séminaires sur des thèmes spécifiques

Les dossiers de candidature, comportant : lettre de motivation, CV, copies certifiées des diplômes et autres attestations et certificats sont à envoyer **uniquement par courrier électronique** à l'adresse suivante : dominique.niyonzima@regionaltechnical-consultant.fifa.org au plus tard **le 14 avril 2021**.

Seules les candidatures retenues au terme de la première phase de sélection seront notifiées pour les entretiens.



FEDERATION DE FOOTBALL DES COMORES
B.P 2504, Route d'Itsandra Moroni tel : 763 26 66 Fax 773 85 26 Email : ffc@fedcomfoot.com

APPEL À CANDIDATURES - SECRETAIRE GENERAL (E)

Poste : SECRETAIRE GENERAL (E)

Homme /Femme

Employeur : Fédération de Football des Comores

Lieu : Les Comores

Type de contrat : CDD, temps plein

Salaire : A déterminer

Missions :

Sous l'autorité du Comité Exécutif National et rapportant directement au Président, le (la) Secrétaire Général (e) assure une fonction d'interface entre les services qui ont une compétence technique et administrative (opérationnelle). Ses missions sont:

- Agir en tant que chef de l'administration et référent pour tous les employés, en fournissant un soutien administratif et en gérant leurs requêtes;
- Piloter la planification administrative et financière de la FFC;
- Diriger et coordonner l'ensemble des services du siège à Moroni, services qu'il organise, coordonne et dynamise;
- Etre garant de la gestion des ressources humaines, financières et matérielles de la

FFC;

• Fédérer chacun autour des valeurs et des projets portés par la fédération et mettre en œuvre les orientations et décisions des instances statutaires;

• Faire respecter les statuts et les divers règlements de la fédération;

• S'assurer, avec le Directeur Technique National de la bonne exécution des projets de développement du Football.

• Superviser, en collaboration avec le Président et le Directeur Financier, l'élaboration du budget annuel de la Fédération;

• Par délégation du Président, représenter la FFC auprès des pouvoirs publics, des partenaires et interlocuteurs publics, associatifs et privés;

• Rendre compte régulièrement au Comité exécutif et le tenir informé du fonctionnement de la fédération;

• S'assurer que les flux de trésorerie sont appropriés pour les opérations de la FFC;

• Préparer et soumettre régulièrement des rapports au comité exécutif et être force de proposition pour le développement de la FFC;

• Gérer tous les autres projets confiés.

Profil :

Issu(e) d'une formation supérieure (Bac+5) en Administration, droit, économie, Management, ou formation apparentée, avec

une expérience professionnelle d'au moins 5 ans, il justifie d'une expérience réussie de direction et d'une bonne connaissance du milieu associatif et des réseaux institutionnels.

Idéalement, il connaît le fonctionnement d'une fédération, son environnement politique et socio-économique.

Véritable manager, doté(e) d'une bonne disponibilité, d'un sens réel de l'organisation et de la relation, il dispose:

- D'une bonne capacité d'écoute, en conduite et l'animation d'une équipe, l'analyse stratégique et la prise de décisions;

- D'une capacité à faire respecter les décisions et les orientations définies par les instances statutaires;

- De connaissances en gestion financière;

- De connaissances en gestion du personnel et dans les réglementations applicables à la Fédération;

- D'une capacité à négocier avec différents partenaires (pouvoirs publics, financeurs, administrations, fédérations, fournisseurs, prestataires ...);

- D'une capacité à impulser des dynamiques autour des projets;

- D'aptitudes d'analyse, de planification stratégique et de gestion afin de mettre en œuvre les objectifs stratégiques de la Fédération et d'améliorer son efficacité. Cela implique notamment la génération de

revenu et la supervision des activités de marketing;

- De Capacités à motiver ses équipes et à gérer simultanément plusieurs projets;

- D'une maîtrise parfaite de langue française (oral et écrit) et de l'anglais (oral et écrit);

- Qualités managériales démontrées;
- Excellente pratique des outils informatiques;

- Honnêteté, rigueur et discrétion;
- Esprit d'initiatives et de synthèse;

Niveau d'astreinte :

- Horaires extensibles
- Voyages fréquents
- Etre disponible pour les événements (week-ends)
- Résistance au stress

Les dossiers de candidature, comportant : lettre de motivation, CV, copies certifiées des diplômes et autres attestations et certificats sont à envoyer **uniquement par courrier électronique** à l'adresse suivante : recrute-ment@fedcomfoot.com au plus tard **le 14 avril 2021**.

Seules les candidatures retenues au terme de la première phase de sélection seront notifiées pour les entretiens.